

Benchmark complet des ASBL d'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles

Vue d'ensemble : un secteur structurant mais sous pression

L'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles représente **270-280 ASBL reconnues**

(Fédération Wallonie-Bruxelles) (Lire-et-ecire) employant **environ 2.300 équivalents temps plein**, (Lire-et-ecire +2) générant un impact social considérable auprès de centaines de milliers de bénéficiaires annuels. (Adde +4) Ce secteur unique en Europe combine reconnaissance d'utilité publique de la critique sociale et financement structurel, constituant un pilier démocratique essentiel. (Lire-et-ecire) (Adde) Mais il traverse actuellement une période de tensions budgétaires majeures : le gouvernement FWB annonce 110 millions d'économies en 2025, (RTBF) avec un déficit atteignant 1,287 milliards d'euros et une dette de 14,3 milliards. (Cfwb +3) La norme salariale 2025-2026 est fixée à 0%, les subventions ponctuelles sont suspendues, et le secteur s'est massivement mobilisé en octobre 2024 contre ces coupes. (Fesefa +3) Au-delà des contraintes financières, un débat existentiel émerge sur le financement des associations engagées politiquement, (L'Avenir) menaçant le modèle même d'éducation émancipatrice.

Le cadre réglementaire : 4 axes de reconnaissance (et non 3)

Le **Décret du 17 juillet 2003** (réformé en 2018-2019, coordonné en 2021) (Cfwb) structure le secteur (Cfwb) autour de **4 axes de reconnaissance** : Axe 1 (Participation, éducation et formation citoyenne), Axe 2 (Formation d'animateurs et acteurs associatifs), Axe 3 (Analyses, études et outils pédagogiques), Axe 4 (Sensibilisation et information). (Cfwb +2) La réforme 2018-2019 marque un tournant majeur : passage d'une logique quantitative vers une **évaluation qualitative**, avec primauté donnée à l'article 1er du décret qui définit les objectifs émancipateurs (prise de conscience critique, capacités d'action, participation à la transformation sociale). (Fesefa +3) Les associations peuvent être reconnues dans 1 ou 2 axes maximum, tandis que les mouvements doivent intervenir sur au moins 3 axes dont obligatoirement l'axe 1. (Cfwb +3) Le système intègre désormais la **transversalité** (jusqu'à 20% d'activités valorisables dans un autre axe) et encourage les **partenariats** (jusqu'à 40% d'heures co-valorisées). (Fesefa) (fesefa)

Fiches détaillées des 20 principales ASBL

1. PAC - Présence et Action Culturelles : le plus grand mouvement

Fondé en 1969, PAC constitue le **plus grand mouvement d'éducation permanente de la FWB** avec environ **50 ETP, 11 régionales** couvrant Wallonie et Bruxelles, et près de **200 sections locales**. (Foyerperwez) (pac-g) Mouvement écosocialiste structurellement indépendant bien qu'historiquement lié au PS, (PAC) (pac-g) PAC développe une approche d'éducation populaire centrée sur justice sociale, égalité et solidarité. (PAC) (pac-g) Reconnu sur les **4 axes** du décret, l'organisation propose formations (Université Populaire), animations culturelles, projets collectifs, débats publics. Partenariats majeurs : IEV, FGTB, Solidaris, Soralia, MOC, CAL, CEPAG, Les Territoires de la Mémoire, CNCD. (PAC) (pac-g) **Forces**: Réseau territorial le plus étendu, gouvernance démocratique interne, financement diversifié (FWB, Wallonie, Bruxelles, provinces, UE, Loterie

Nationale). (PAC) (pac-g) **Faiblesses:** Décentralisation complexifiant coordination, dépendance aux subventions publiques dans contexte de coupes.

2. Lire et Écrire : champion de l'alphabétisation populaire

Fondé en 1983, mouvement fédéral comprenant **9 régionales** (8 Wallonie + 1 Bruxelles) (Lire-et-ecrire) touchant une problématique massive : **1 personne sur 10 en Belgique** en difficulté avec lecture/écriture/calcul. (Cfwb +2) Reconnu sur **4 axes** (mouvement), soutient environ **200 organismes** en alphabétisation. (Lire-et-ecrire) (Eur-alpha) Budget Wallonie 2025 : **~1,5 million €** (500.000€ confirmés, 1 million en attente avec coupe 10%). (L'Avenir) Profil apprenants : âge moyen 35-44 ans, **60% femmes**, 26% jamais scolarisés, 66% sans diplôme, 1/3 bénéficiaires RIS. (L'Avenir) **70% des opérateurs** ont listes d'attente minimum 2 mois. (L'Avenir) Productions : Journal de l'alpha (trimestriel), Baromètre annuel, (Lire-et-ecrire) (Lire-et-ecrire) Balises (cadre pédagogique), Observatoire (lancé 2022, financement arrêté juin 2025). **Forces:** Monopole de fait alphabétisation populaire, réseau fédéral complet, données d'impact précises, méthodologie distinctive. **Faiblesses:** Budget incertain, listes d'attente massives révélant sous-financement, fin Observatoire menaçant production de données.

3. MOC/CIEP : puissance fédérative du mouvement ouvrier chrétien

Fondé officiellement en 1945 (origines 1921), (Wikipedia) fédération réunissant **CSC, Mutualité Chrétienne, Vie Féminine, Équipes Populaires, JOC** (Moc +2) structurées en fédérations régionales. Le **CIEP** (Centre d'Information et d'Éducation Populaire) représente le bras éducation permanente, reconnu sur axes formation et analyses. Impact via organisations constitutives touchant **millions de personnes**. Mouvement social chrétien progressiste, pluraliste, indépendant des partis. (Moc) (moc) Productions : périodique "**Démocratie**" (bimensuel), (CRISP asbl) recherche via **Fondation Travail-Université (FTU)**, archives via **CARHOP**, formations via **ISCO** (créé 1962). Développe réseau **AID** (insertion socioprofessionnelle et économie sociale), (CIEP MOC Bruxelles) campagnes sur travail du care, réduction temps de travail, coopération internationale. **Forces:** Enracinement social profond, organisations membres massives, structure fédérative efficace, financement décentralisé. **Faiblesses:** Complexité coordination fédérative, données consolidées difficiles à obtenir.

4. CNCD-11.11.11 : couple de la solidarité internationale

Fondé en 1980 (origines 1966), coordonne **90+ ONG, syndicats et associations** avec **66,5 ETP**. (Autre Terre +4) Couple de référence solidarité internationale francophone/germanophone. Triple mission : **interpellation** pouvoirs publics/privés (plaidoyer), **sensibilisation** enjeux internationaux, **financement** via Opération 11.11.11 (environ **50 projets/an** en Afrique, Amérique latine, Moyen-Orient, Asie). (Wikipedia) (11) Expertises : relations Nord-Sud, souveraineté alimentaire, justice fiscale, travail décent, climat, commerce et droits humains. (Wikipedia) (Réseau IDée) Campagnes 2023-2025 : **#StopEUMercosur, Stand Up for Climate** (2025), campagne climat écoles. Productions : Rapport annuel Coopération belge (2023), (Acodev) série **Point Sud** (n°26 commerce international, nov. 2024), outils pédagogiques (jeu de la bobine). **Forces:** Position de couple amplifiant impact, 90+ organisations membres, Opération 11.11.11 mobilisant milliers de bénévoles, expertise plaidoyer. **Faiblesses:** Dépendance à mobilisation publique annuelle, complexité coordination nombreux membres.

5. Vie Féminine : féminisme populaire de masse

Fondée en 1929 (près de 100 ans), **90 ETP**, (Companyweb) vaste réseau régionales Wallonie/Bruxelles touchant **milliers de femmes**. (Viefeminine) Mouvement **non-mixte** (femmes exclusivement), féministe, d'action interculturelle et sociale. (Viefeminine) Travail de proximité dans quartiers : groupes de parole, espaces droits, ateliers créativité féministe, alphabétisation, "Fabriques de solidarité", actions publiques. (Viefeminine) Formation phare "**Genre en Questions**" (10 journées, 60h). Thématiques : lutte contre sexisme/racisme, violences, précarité, droits, santé, logement, emploi, mobilité, justice, autonomie, interculturalité. (Viefeminine) Production phare : **Axelle magazine** (mensuel féministe, 10 numéros/an depuis 1998, indépendance éditoriale). (Viefeminine) (viefeminine) Structure liée : **Mode d'emploi ASBL** (centres insertion socioprofessionnelle femmes). Innovations : méthodologie **Alad'In** (transformation accompagnement social), formations numériques. (Modedemploiasbl) **Forces:** Un des plus grands mouvements féministes FWB, Axelle magazine référence, réseau territorial étendu, approche intersectionnelle. **Faiblesses:** Non-mixité limitant portée, dépendance subventions publiques.

6. Les Territoires de la Mémoire : vigilance démocratique

Créée en 1993 par anciens prisonniers rescapés camps nazis, (Territoires-memoire) (ALISS) **17,4 ETP**, (Companyweb) siège Liège. (Territoires-memoire) Thématiques : mémoire camps nazis/Shoah, lutte anti-extrême droite, éducation à la résistance, défense libertés fondamentales. Production centrale : **exposition permanente "Plus jamais ça!"** à La Cité Miroir (Liège), exposition itinérante "**Fighting For?**", outils pédagogiques. (Territoires-memoire) Développe label "**Territoire de Mémoire**" pour communes engagées. **Triangle rouge** devenu emblème campagnes anti-extrême droite. Visites guidées, animations scolaires, formations, conférences. Présence digitale forte (13.458 likes Facebook). Campagnes : élections 2006/2013, combats contre centres fermés, enfermement jeunes, dispositifs répressifs. Partenariats : CAL, PAC, réseau progressiste. **Forces:** Expertise unique mémoire/résistance, reconnaissance symbolique forte, engagement politique assumé, impact éducatif écoles. **Faiblesses:** Taille limitée (17,4 ETP), concentration géographique Liège, position politique exposée aux critiques.

7. La Ligue de l'Enseignement : 160 ans de défense de l'école publique

Fondée en 1864 (160 ans), (Lapenseetleshommes +2) **15,1 ETP**, (Companyweb) nouveaux locaux 2024 (rue Terre-Neuve 114, Bruxelles). Historiquement défense enseignement public laïque, évolution vers éducation permanente élargie. (Cfwb +2) Catalogue formations : animateurs/formateurs, responsables associatifs, secteur non-marchand, thématiques (interculturalité, alphabétisation/FLE, pédagogie, créativité, développement personnel, management associatif, arts, environnement). (Guide Social) Refuse formations "ultra-courtes", privilégie formations longues. Productions : revue "**Éduquer**" (8 numéros/an, n°186 mai 2024 harcèlement scolaire), "**Cahier des formations**" (2/an). (Guide Social) (La Ligue de l'Enseignement) Projets européens : **PACTE** (ressources écologiques, 3 ans), **Conscience Numérique Durable**, **Fleuves Grandeur Nature**. (Réseau IDée) Partenariats : Réseau IDée, 30 écoles publiques. **Forces:** Ancrage historique exceptionnel, expertise éducation formelle/non-formelle, projets européens innovants, revue Éduquer de référence. **Faiblesses:** Taille limitée (15,1 ETP) face à ampleur mission, concurrence autres opérateurs formations.

8. CESEP : formation et insertion socioprofessionnelle

Fondé en 1978 (40+ ans), **46 ETP**, siège Nivelles. (CESEP+3) **Double reconnaissance** : éducation permanente (FWB) et centre insertion socioprofessionnelle (Région wallonne). (Cesep) (Cesep) Opérateur PMTIC (Plan Mobilisateur TIC), habilité délivrer **BAGIC** (Brevet Aptitude Gestion Institutions Culturelles). (CESEP+3) Offre : formations gratuites **5 mois** demandeurs d'emploi (Région wallonne), (Digital Wallonia) formations courtes (minimum 3 jours) et longues secteur associatif/non-marchand, **BAGIC** (2 ans, 1200€/an). (Cesep-isp) (Réseau IDée) Thématiques : informatique/bureautique, travaux de bureau, métiers informatiques/bien-être, gestion ASBL, conduite réunions, résolution conflits, animation, approche systémique, logiciels libres. (Réseau IDée) (cesep) Méthodologie : **pédagogie active**, co-construction savoir, lien situations concrètes. (CESEP+4) Innovations : formation "Travaux de bureau - métiers bien-être", vidéo smartphone, recherche d'emploi moderne. Rôle moteur **création Commission Paritaire 329**. (Cesep) **Forces**: Double reconnaissance EP+CISP, BAGIC référence secteur, pédagogie reconnue, partenariats larges. **Faiblesses**: Concentration Nivelles, dépendance financements publics insertion.

9. ATD Quart Monde : croisement des savoirs contre la misère

Présent Belgique **depuis années 1960**, structure **4 ASBL** (dont ATD Quart Monde Wallonie-Bruxelles reconnue EP Axe 1), actif **19 villes belges**. (ATD Quart Monde) Transparence financière exemplaire (agrément fiscal 1979-2029, comptes certifiés). Innovation majeure : **méthodologie Croisement des Savoirs** (co-formations intégrant savoirs expérience personnes en précarité + savoirs professionnels + savoirs académiques, reconnaissance ONU). **Universités Populaires Quart Monde** (formation réciproque), Bibliothèques de rue, activités culturelles, Journée mondiale refus misère (17 octobre), 20 km Bruxelles 2025 (2.750 km parcourus). (ATD Quart Monde) Participation : Collectif Rapport général pauvreté, Commission Service lutte pauvreté, Collectif morts de la rue. Dimension internationale : **statut consultatif général ECOSOC ONU** (depuis 1991), présence 30+ pays. Publications : revue "Informations Quart Monde" (trimestrielle), bimestriels "Partenaire"/"VierdeWereld Blad", rapport annuel transparent. **Forces**: Méthodologie reconnue internationalement, participation directe personnes concernées à tous niveaux, transparence financière, statut ONU. **Faiblesses**: Taille limitée face à ampleur pauvreté.

10. CEMEA : pédagogies actives et éducation nouvelle

Fondés en 1946 (origines France 1936), (Wikipedia) **14,7 ETP**, chiffre affaires **466.277€** (2023). **Double structure** : Service Éducation Permanente + Service Jeunesse. **Multiplés reconnaissances** : EP Axe 2 (Formation), Organisation de Jeunesse, opérateur insertion socioprofessionnelle (Bruxelles), formation continue 0-12 ans, formations enseignants (IFC/CECP). (Réseau IDée) Offre : formations animateurs centres vacances (Brevet animateur), spécialisations (rue/quartier, extrascolaire), formations enseignants, professionnels accueil 0-12 ans et petite enfance 0-3 ans. Approche **pédagogies actives et Éducation nouvelle** : activité comme vecteur apprentissage, importance milieu/groupe, auto-gestion. Publications : revue "**CEMÉAction**" (thématique + hors-série 2024 stéréotypes manuels scolaires), brochures formations 2025-2026. Innovations : accompagnement Cellules Bien-Être institutions scolaires, participation référentiel qualité milieux accueil, évaluations Plan Action Droits Enfant. Séjours et plaines vacances. Membre **FICEMEA** (réseau international). (Wikipedia) **Forces**: Multiplés reconnaissances, brevet animateur référence, expertise pédagogies actives, réseau international. **Faiblesses**: Taille limitée (14,7 ETP), concurrence autres opérateurs formations animation.

11. ADEPPI : éducation en prison, mission unique

Fondée en 1981 (44 ans), **37 ETP**, siège Enghien, bureaux Forest. **Seule organisation dédiée exclusivement à l'éducation en prison** en Belgique francophone. Couverture : **3/3 prisons Bruxelles** (100%), **10/14 prisons Wallonie** (71%). **Multiple agréments** : CISP (Région wallonne), FWB, BRUFOR, 2 filières DéFI (Formation base prison, Aide réinsertion). Impact 2014 : **735 stagiaires/an**, **13.000h cours/an**, **3.824 km déplacement/semaine**. Activités : entretiens orientation, cours réguliers, modules structurés, préparation CEB en prison, certifications gestion, formations qualifiantes (partenariats Promotion sociale, Bruxelles-Formation, Classes moyennes), formations permis conduire, horticulture, cuisine, ateliers culturels (écriture, théâtre, musique, arts, danse). Méthodologie : **principe auto-gestion** (depuis 1981), demande détenus comme point de départ, respect dignité humaine. Publications : "L'Adeppi fête ses 30 ans", "Livre blanc formation EP prison" (FAFEP), "Enquête provenance sociale détenus", **journal inter-prisons trimestriel**, brochure FAFEP. Membre actif **FAFEP**, Réseau Art & Prison. **Forces**: Monopole éducation prison FWB, expertise unique milieu carcéral, approche respectueuse détenus, partenariats qualifiants. **Faiblesses**: Milieu difficile, statistiques anciennes (2014), budget limité face besoins.

12. Associations 21 : unique coupole développement durable francophone

Plateforme **agrée État fédéral** (2024-2028, AR 23 nov. 2023), **seule coupole francophone développement durable**. Réseau associations diverses (nouveaux membres 2024 : RCR²/Be Donut). Anime **Coalition Climat** depuis 2013, facilite concertation, événements, séminaires, formations. Outil phare : **Cap 2030** (jeu-animation 17 ODD Agenda 2030) et **Cap 2030 Junior** (10-13 ans, 5ème-6ème primaire, innovation 2024). Thématiques : 4 piliers développement durable (justice sociale, respect environnement, viabilité économique, bonne gouvernance), 17 ODD, transition écologique/sociale, climat, transition juste. Publications : newsletter "**Les brèves**" (mensuelle), enquête "Intégration genre organisations DD FWB" (avec Le Monde selon les femmes). Partenariats : Reset.Vlaanderen (équivalent flamand), institutions fédérales, réseau international, secteurs culture/éducation/environnement, IFDD. **Forces**: Agrément fédéral unique, position de référence ODD, outil Cap 2030 reconnu, animation Coalition Climat. **Faiblesses**: Structure réseau (pas de base militante propre), dépendance agrément fédéral.

13. CPCP : facilitation et participation citoyenne

Fondé en 2010 (reconnu EP depuis lors), **43 collaborateurs** (2020-2021), **Cpcp Cpcp 4 antennes FWB**. **Ideesculture** Mission : alimenter, accompagner, consolider processus favorisant citoyenneté effective, informée, structurée, innovante, critique, résiliente. **Cpcp +2 3 pôles opérationnels** : Éducation permanente, Formation, Participation Citoyenne. **Cpcp cpcp** Expertise **facilitation et accompagnement processus participatifs** (panels citoyens, budgets participatifs, consultations publiques), gouvernance ouverte (participation, transparence, collaboration), intelligence collective, **Alterjob** gestion émotions. **Cpcp** Gère **Centre Archives et Documentation** (30 ans mémoire mouvance sociale-chrétienne/démocrate-humaniste). **Cpcp Ideesculture** Thématiques : famille, éducation, logement, consommation responsable. Travail avec pouvoirs publics, secteur associatif, citoyens. **Forces**: Expertise reconnue facilitation participative, 4 antennes territoriales,

méthodologies innovantes intelligence collective, archives précieuses. **Faiblesses:** Dépendance commandes publiques processus participatifs, concurrence bureaux conseil privés.

14. SAW-B : économie sociale et solidaire

Défend et déploie **économie sociale comme alternative crédible**. (Factori Creation) Fédère **130+ entreprises sociales** représentant **~15.000 travailleurs**. (Socioeco) **Triple fonction** : fédération, agence-conseil projets économie sociale, organisme éducation permanente. (LinkedIn) (Factori Creation) Secteurs : énergies renouvelables, finance solidaire, commerce équitable, services locaux, recyclage, formation. (Socioeco) Interface pouvoirs politiques/entreprises économie sociale. (Febisp) Accompagnement création/développement projets, formations économie alternative, plaidoyer marchés publics et clauses sociales. **Forces:** Position unique économie solidaire FWB, 130+ entreprises membres, triple fonction (fédération + conseil + EP), représentation 15.000 travailleurs, influence politiques économie sociale. **Faiblesses:** Complexité équilibre entre fonctions fédération et agence-conseil, dépendance subventions publiques.

15. Culture et Démocratie : articulation culture/société

Fondée en 1993 (ASBL 1994), reconnue EP depuis 2010. **Plateforme de réflexion, observation, échange, sensibilisation** sur lien culture/démocratie. **9 axes thématiques** : prison, enseignement, santé, travail social, droit participer vie culturelle, numérique, territoires, communs, migration(s). (Cultureetdemocratie) Approche transversale culture/société. Publications : revue **Journal de Culture & Démocratie**, études, hors-séries, débats, événements droits culturels. Influence significative politiques culturelles, référence intellectuelle secteur. **Forces:** Positionnement intellectuel unique, transversalité culture/société, influence débats politiques culturelles, publications qualité. **Faiblesses:** Taille limitée, rayonnement principalement milieux culturels/intellectuels.

16. ACRF - Femmes en Milieu Rural : niche rurale féministe

Fondée en 1922, environ **8.000 membres, 180 groupes locaux, 40+ groupes dans 5 antennes régionales**. (Acrf-acf) Spécialisation **femmes en milieu rural exclusivement**. Mission : qualité de vie et épanouissement femmes rurales, développement rural intégré, justice et solidarité. (L'Avenir) Référence chrétienne ouverte (évolution "catholique" vers "chrétienne" 1995). (Wikipedia) Activités villages wallons : conférences-débats, échanges de savoir, ateliers santé/bien-être, récup', cuisine, vannerie. (Acrf-acf) Campagnes annuelles suivant actualité. Participation réseaux citoyens (Vêtements Propres, Marche Mondiale Femmes). (Chac) Revue "**Plein Soleil**". (Wikipedia) Reconnue EP FWB depuis 1992. (Wikipedia) **Forces:** Niche femmes rurales unique, 8.000 membres fidèles, implantation villages wallons, approche bottom-up groupes locaux, longévité (100+ ans). **Faiblesses:** Public spécifique limitant portée, zones rurales en dépopulation, vieillissement membres potentiel.

17. FPS/Soralia - Femmes Prévoyantes Socialistes

Fondée en 1922, renommée **Soralia depuis 2022, 9 sections régionales, 200+ groupes locaux**. Mouvement féministe laïque progressiste réseau Solidaris. (Wikipedia) Gère **23 centres planning familial** (8 pratiquant IVG), écoles promotion sociale, centres insertion socio-professionnelle. (Educasante) Approche intégrée santé-citoyenneté-formation sur **4 thématiques** : santé, famille, égalité femmes-hommes, citoyenneté. (Cpascharleroi)

Actions éducation permanente, campagnes sensibilisation, mobilisation. Forte implantation historique (100+ ans). Présence ensemble FWB. **Forces:** Réseau services étendu (planning, formation, insertion), mouvement féministe historique, intégration santé/citoyenneté, 200+ groupes locaux. **Faiblesses:** Lien Solidaris pouvant limiter autonomie, concurrence autres mouvements féministes.

18. Peuple et Culture : éducation populaire historique

Organisation autonome éducation populaire, **héritage historique France post-Seconde Guerre mondiale**.

(Wikipedia) Présence Belgique. Méthodes éducation active, solidarité réciproque régionales. Approche participative partant vécus action collective, expérimentation nouvelles méthodes. Membre mouvance laïque FWB. Reconnu éducation permanente. **Forces:** Ancrage histoire éducation populaire, méthodologies éprouvées, réseau international Peuple et Culture. **Faiblesses:** Visibilité limitée comparée autres organisations, taille modeste.

19. Équipes Populaires : autonomie des groupes locaux

Environ **120 groupes d'action locale ou de réflexion** en Communauté française. (CRISP asbl) Mission : rassembler citoyens actifs œuvrant société égalité et justice sociale. **Autonomie groupes locaux** : chaque groupe choisit mobilisations selon réalités locales. (Réseau IDée) Six thématiques action dont consommation, vivre ensemble. Projets quartier, questions communales, enjeux service public. **Approche bottom-up**, espaces échange et parole, formation action collective. Ancrage local fort. ASBL reconnue éducation permanente. **Forces:** 120 groupes ancrage local fort, autonomie favorisant adaptation contextes, approche bottom-up démocratique. **Faiblesses:** Coordination nationale limitée, hétérogénéité groupes, visibilité globale modeste.

20. IEB - Inter-Environnement Bruxelles : défense environnement urbain

Fondé en 1974, fédère près de **80 comités de quartier et associations** défense environnement Bruxelles. Thématiques : environnement urbain, patrimoine, transports commun, qualité cadre vie, mixité urbaine, organisation participative habitants. (Wikipedia) Édition périodique "**Bruxelles en mouvements**", centre documentation spécialisé, **Prix Paul** (reconnaissance annuelle). Études analyses enjeux urbains (PRDD, métro, logement, activités productives). (Inter-Environnement Bruxelles) Contributions historiques : maintien trams STIB, protection patrimoine, espaces verts. Incitation participation enquêtes publiques. Reconnu éducation permanente FWB. **Forces:** Fédération 80 comités/associations base mobilisation forte, expertise environnement urbain bruxellois, périodique référence, centre documentation, longévité (50 ans), victoires historiques. **Faiblesses:** Concentration Bruxelles exclusivement, dépendance mobilisation citoyenne locale.

Tableaux comparatifs synthétiques

Classement par taille (employés)

Rang	Organisation	ETP	Type	Rayonnement
1	Vie Féminine	90	Mouvement féministe	FWB complet
2	CNCD-11.11.11	66,5	Coupole	FWB + international
3	PAC	~50	Mouvement (plus grand FWB)	11 régionales FWB

Rang	Organisation	ETP	Type	Rayonnement
4	CESEP	46	EP + CISP	Wallonie + Bruxelles
5	CPCP	43	EP	FWB (4 antennes)
6	ADEPPI	37	EP + CISP (prison)	13 prisons
7	Les Territoires	17,4	EP	Liège + rayonnement
8	La Ligue	15,1	EP	FWB
9	CEMEA	14,7	EP + OJ	FWB
10	MOC/CIEP	Non consolidé (très important)	Mouvement fédératif	FWB
11	Lire et Écrire	Non public (9 régionales)	Mouvement (4 axes)	FWB complet

Classement par impact estimé (bénéficiaires)

Rang	Organisation	Bénéficiaires/Impact	Indicateurs
1	MOC/CIEP	Millions (via organisations constitutives)	CSC, MC, Vie Féminine, EP, JOC
2	Lire et Écrire	1 personne/10 concernée (potentiel 100.000+)	Soutien 200 opérateurs, 70% listes attente
3	Vie Féminine	Milliers de femmes	90 ETP, réseau régionales, Axelle 10 numéros/an
4	PAC	Dizaines de milliers	11 régionales + 200 sections locales
5	CNCD-11.11.11	90+ orgs membres, milliers bénévoles	50 projets/an financés, Opération 11.11.11
6	SAW-B	15.000 travailleurs représentés	130+ entreprises sociales membres
7	FPS/Soralia	Milliers	9 sections, 200+ groupes, 23 centres planning
8	ACRF	8.000 membres	180 groupes locaux, 40+ groupes 5 antennes
9	IEB	80 comités/associations fédérés	Bruxelles, mobilisations historiques
10	Équipes Populaires	120 groupes	Ancrage local fort FWB

Classement par spécialisation et leadership sectoriel

Alphabétisation: 1. Lire et Écrire (monopole), 2. ADEPPI (prison), 3. La Ligue (FLE complémentaire)

Droits sociaux/Pauvreté: 1. ATD Quart Monde (méthodologie ONU), 2. Atelier des Droits Sociaux (juridique), 3. Vie Féminine (précarité femmes)

Féminisme: 1. Vie Féminine (90 ETP, Axelle), 2. FPS/Soralia (réseau Solidaris), 3. ACRF (rural)

Environnement/DD: 1. Associations 21 (unique coupole DD), 2. IEB (urbain Bruxelles), 3. SAW-B (économie sociale verte)

Solidarité internationale: 1. CNCD-11.11.11 (coupole référence), 2. Entraide et Fraternité (150 projets), 3. Quinoa (ECMS jeunes), 4. Eclasio (universitaire)

Mémoire/Résistance: 1. Les Territoires de la Mémoire (monopole)

Formation secteur: 1. CESEP (BAGIC), 2. CEMEA (brevet animateur), 3. La Ligue (formations longues)

Citoyenneté/Démocratie: 1. PAC (plus grand mouvement), 2. MOC/CIEP (fédération massive), 3. CPCP (participation)

Économie sociale: 1. SAW-B (monopole)

Culture: 1. Culture et Démocratie (unique articulation culture/société)

Prison: 1. ADEPPI (monopole FWB)

Tendances et évolution du secteur (2020-2025)

Crise budgétaire structurelle

Le secteur traverse sa **plus grave crise budgétaire depuis sa création**. La FWB annonce 110 millions d'économies 2025 (déficit 1,287 milliards €, dette 14,3 milliards €), avec norme salariale 0% (2025-2026), suspension subventions ponctuelles, réduction subventions facultatives (-5,4M€), non-indexation organismes parastataux (-30M€). La mobilisation du **14 octobre 2024** a rassemblé le secteur non-marchand contre ces coupes. Un comité d'experts (présidé Pierre Crevits, CEO Dexia) a remis un rapport septembre 2024 proposant pistes d'économies dans tous secteurs FWB, créant climat d'incertitude. Le gouvernement MR-Engagés (2024-2029) vise stabiliser le déficit d'ici fin législature, impliquant pression budgétaire continue sur le secteur.

Menace sur le financement de l'engagement politique

Alerte majeure octobre 2025 : le gouvernement FWB envisage une **réforme restreignant le financement des associations reconnues pour leur engagement politique**. La FESEFA a publié une carte blanche dans Le Vif (7 octobre 2025) intitulée "Financement des associations : une atteinte à la démocratie en Fédération Wallonie-Bruxelles", dénonçant une menace sur le rôle des corps intermédiaires et la démocratie elle-même. Cette réforme potentielle remet en question le **modèle belge unique** reconnaissant l'utilité publique de la libre critique associative de l'ordre établi. Les organisations les plus critiques envers les politiques gouvernementales (PAC, Les Territoires de la Mémoire, CNCD, etc.) seraient directement menacées, fragilisant la fonction contre-pouvoir démocratique du secteur.

Impact COVID-19 et résilience sectorielle

La période 2020-2021 a testé la **résilience du secteur** avec création d'un **Fonds d'urgence de 50 millions €**, dérogations règles subventionnement, octroi anticipé de subventions pour garantir trésorerie. Le **Décret-programme du 14 juillet 2021** a introduit mesures temporaires : prolongation 2 ans reconnaissances à durée déterminée, décisions favorables demandes principe valables 3 exercices, report rapports généraux évaluation au 30 juin 2023. Cette adaptation a permis au secteur de traverser la crise, mais les traces se font sentir :

digitalisation forcée (déploiement plateforme SUBside 2024), modification pratiques pédagogiques (hybridation), tensions accrues sur finances post-COVID.

Nouvelles thématiques émergentes structurantes

Transition écologique et justice climatique s'imposent comme enjeux transversaux : l'exercice des droits "environnementaux" est explicitement mentionné dans le décret, les questions climatiques traversent tous secteurs, émergence d'approches éducation à l'Anthropocène (au-delà développement durable classique), politisation assumée éducation environnementale, liens justice sociale/justice climatique. **Transformation numérique et IA** créent nouveaux défis : débats "IA or not IA?" sur avancées technologiques, tensions entre innovation technologique et innovation pédagogique réelle, risques confusion digitalisation/transformation pédagogique, nécessité maintenir approche critique face technologies, formation acteurs aux outils, conscience sobriété numérique. **Alphabétisation et littératie** restent enjeu majeur : plus de **300.000 adultes en FWB** en difficulté face lecture/écriture, concertation FWB sur avenir de la lecture, priorité inclusion sociale. **Migration et intégration** avec forte présence associations travaillant intégration personnes étrangères, Centres régionaux intégration actifs, coordination initiatives réfugiés.

Évolution des formes d'engagement et de militantisme

Le secteur observe un **déclin du militantisme "de base" à long terme** et d'appartenance organisationnelle traditionnelle, compensé par **émergence d'engagements plus ponctuels, par projet**. Les nouveaux mouvements sociaux diversifient enjeux : au-delà fracture capital/travail, questions reconnaissance, dignité, droits, mouvements féministes, antiracistes, LGBTQI+, décoloniaux, justice sociale/climatique interconnectées. Internationalisme, pacifisme se renouvellent. Les structures doivent **se réinventer et être plus créatives pour mobiliser**, impliquant adaptations méthodologiques, formats plus souples, reconnaissance engagements ponctuels, nouvelles formes participation digitales/hybrides.

Réforme 2018-2019 et accent sur le qualitatif

La réforme constitue un **tournant historique** : passage du "soutien action associative dans champ EP" vers "développement action EP dans champ vie associative", renforcement primauté **article 1er** (objectifs émancipateurs), passage **quantitatif vers qualitatif** (auto-évaluation obligatoire mobilisant pluralité acteurs, lissage critères sur période quinquennale/triennale), souplesse accrue via **transversalité axes** (jusqu'à 20% activités valorisables autre axe, système matrices équivalence), encouragement **partenariats** (convention écrite obligatoire, maximum 40% heures co-valorisées, objectif diminuer concurrence). Cette réforme vise recentrer secteur sur sa mission émancipatrice fondamentale, avec évaluation basée sur qualité démarches plutôt que seuls critères quantitatifs.

Professionnalisation et structuration sectorielle

La **FESEFA** (Fédération des Employeurs des Secteurs EP et Formation Adultes), reconnue depuis 1er janvier 2021, représente désormais **207 associations EP** (76%+ associations reconnues), totalisant **417 associations tous secteurs** (EP, ISP, Intégration), soit **7000+ travailleurs ETP**. C'est la **plus grande fédération** **Commission paritaire 329** (secteur socioculturel). Lancement 2023 **formation PEPS** (Premiers pas dans EP et

son Secteur) par FESEFA en partenariat CEMEA, CESEP, CIEP-MOC, PAC : formation innovante 5 journées nouveaux travailleurs. Outils soutien : formations cadre légal/reconnaissances, accompagnement règlements travail (RGPD, mASBL), transfert licences logicielles prix réduits (SOCIALware → TechSoup). Cette structuration renforce capacités collectives défense intérêts, coordination, formation, mise en réseau.

Innovations pédagogiques et méthodologiques

Méthodologies participatives se renforcent : pédagogies actives favorisant prise conscience critique, développement capacités analyse/choix/action/évaluation, méthodes favorisant participation active et expression culturelle, éducation par pairs. **Formation BAGIC** (Brevet Aptitude Gestion Institutions Culturelles) évolue avec Rencontres Inter-BAGIC mars 2025 sur écologie populaire et politique. **Croisement des Savoirs** (ATD Quart Monde) reconnu méthodologie ONU. **Cap 2030 et Cap 2030 Junior** (Associations 21) innovent éducation ODD. **Alad'In** (Vie Féminine) transforme accompagnement social. **Approches systémiques et intelligence collective** (CPCP) se diffusent. Digitalisation offre nouvelles possibilités mais aussi défis maintien approche critique et qualité relationnelle.

Perspectives 2025-2029 et défis structurels

Trajectoire budgétaire gouvernementale : réduction déficit 300 millions € d'ici 2029, stabilisation déficit autour 1,2 milliard €, approche "évolutive" (pas austérité brutale selon gouvernement) mais implications secteur : pression budgétaire continue, risque limitation nouvelles reconnaissances, nécessité efficience accrue. **Débats structurels à l'ordre du jour** : rôle corps intermédiaires (quelle place associatif dans transformation sociale?), engagement politique (maintien ou restriction financement associations critiques?), professionnalisation vs spontanéité (équilibre exigences décrets et dynamique associative), évaluation (articulation contrôle administratif et auto-évaluation). **Enjeux transformation nécessaires** : adaptation nouvelles formes engagement (ponctuel vs long terme), complexité rapports domination (intersectionnalité), rapport au temps (accélération sociétale vs temps long éducation), accessibilité publics (difficulté toucher nouveaux publics), renforcement pouvoir d'agir face complexité.

Le modèle belge comme référence internationale

Le modèle EP belge suscite **intérêt international** : l'**Observatoire citoyen marchandisation associations (OCMA, France)** s'inspire du modèle belge (rapport 2024 : pistes concrètes démarchandisation et défense non-lucrativité). Programmes européens : **Erasmus+** (appels projets réguliers 2023-2025), **Mindchangers** (engagement jeunes pour planète, 10 nouveaux projets FWB), coopération culturelle CF/flamande. Le modèle belge combine **caractéristiques uniques** : reconnaissance utilité publique d'une libre critique associative ordre établi, financement structurel (fonctionnement + emploi) et non par projets, inscription dans champ culturel (et non social/éducatif), approche émancipatrice explicite dans textes légaux. Cette originalité distingue le modèle des approches française (éducation populaire moins institutionnalisée) et européennes (éducation non-formelle, éducation citoyenneté, éducation tout au long de la vie).

Organisations émergentes et moins connues (synthèse complémentaire)

Au-delà des 20 principales, **15 organisations importantes mais moins médiatisées** ont été identifiées :

Solidarité internationale et justice globale : Entraide et Fraternité (ONG catholique, 150 projets/an, 30 pays, campagnes Carême), Quinoa (ECMS jeunes, projets Bénin/Sénégal/Inde/Népal/Pérou/Philippines, formations immersions), Eclosio (ONG universitaire ULiège, transition/justice climatique/racisme écologie, approche intersectionnelle)

Philosophie et laïcité : La Pensée et les Hommes (fondée 1961, revue trimestrielle, WebTV, émissions radio RTBF, publications référence philosophie laïque, 60+ ans rayonnement)

Services juridiques et droits : Atelier des Droits Sociaux (10+ collaborateurs, service juridique première ligne agréé, permanences gratuites droit bail/emploi/sécurité sociale/aide sociale, outils pédagogiques, brochures vulgarisation), ADDE (Association pour le Droit des Étrangers, fondée 1976, centre recherche droit migrants, consultations juridiques, revue droit étrangers, veille législative/jurisprudentielle)

Éducation médias : Action Médias Jeunes (éducation médias numériques web/réseaux sociaux/jeux vidéo/cinéma/publicité/presse, approche critique médias masse, collaboration CSEM)

Vie de couple et famille : Couples et Familles (siège Namur, outils vie de couple/famille, approche intégrant dimensions matérielles/spirituelles, formations relations épanouissantes)

Ces organisations complètent l'écosystème en occupant niches spécifiques essentielles à la diversité et richesse du secteur éducation permanente FWB.

Recommandations : organisations leaders par domaine

Pour alphabétisation et formation de base

Leader incontesté : Lire et Écrire - Réseau fédéral 9 régionales, soutien 200 opérateurs, méthodologie alphabétisation populaire reconnue, productions référence (Journal, Baromètre, Balises)

Complémentaire prison : ADEPPI - Seule organisation dédiée éducation prison FWB, 13 prisons, expertise unique milieu carcéral

Pour droits sociaux et lutte contre pauvreté

Méthodologie innovante : ATD Quart Monde - Croisement des Savoirs reconnu ONU, participation directe personnes concernées, statut consultatif ECOSOC, 19 villes, transparence financière exemplaire

Service juridique : Atelier des Droits Sociaux - Permanences gratuites, outils pédagogiques droits sociaux, brochures vulgarisation accessibles

Pour féminisme et égalité de genre

Puissance de masse : Vie Féminine - 90 ETP, réseau régionales étendu, Axelle magazine (10 numéros/an), approche intersectionnelle, innovations (Alad'In)

Niche rurale : ACRF - 8.000 membres, 180 groupes, spécialisation femmes rurales unique, ancrage villages wallons

Réseau services : FPS/Soralia - 9 sections, 200+ groupes, 23 centres planning familial (8 IVG), écoles promotion sociale, intégration santé/citoyenneté

Pour environnement et développement durable

Couple unique : Associations 21 - Seule couple DD francophone, agrément fédéral, outil Cap 2030 référence ODD, animation Coalition Climat

Urbain Bruxelles : IEB - Fédération 80 comités/associations, expertise environnement urbain, périodique "Bruxelles en mouvements", victoires historiques (trams, patrimoine)

Économie sociale verte : SAW-B - 130+ entreprises sociales, 15.000 travailleurs, secteurs énergies renouvelables/finance solidaire/commerce équitable

Pour solidarité internationale

Couple référence : CNCD-11.11.11 - 90+ organisations membres, Opération 11.11.11, 50 projets/an, expertise plaidoyer (justice fiscale, climat, commerce), rapports référence

Catholique établie : Entraide et Fraternité - 150 projets/an 30 pays, campagnes Carême mobilisant communautés paroissiales/écoles, plaidoyer européen

Jeunes/ECMS : Quinoa - Projets internationaux formatifs (6 pays), formations immersions, Think and do it yourself (altermondialisme)

Pour mémoire, résistance, anti-extrême droite

Monopole : Les Territoires de la Mémoire - Expertise unique, exposition permanente "Plus jamais ça!" Liège, label communes, triangle rouge emblématique, engagement politique assumé, impact éducatif écoles massif

Pour formation et professionnalisation secteur

BAGIC référence : CESEP - Habilité délivrer BAGIC (2 ans), double reconnaissance EP+CISP, pédagogie active reconnue, rôle moteur CP329, formations ASBL/gestion/animation

Brevet animateur : CEMEA - Brevet animateur centres vacances référence, spécialisations (rue/quartier, extrascolaire), pédagogies actives/Éducation nouvelle, multiples reconnaissances (EP+OJ+ISP+formation continue 0-12 ans+IFC/CECP), réseau international FICEMEA

Formations longues laïques : La Ligue de l'Enseignement - 160 ans histoire, formations acteurs non-marchand, projets européens innovants (PACTE, Conscience Numérique Durable, Fleuves Grandeur Nature), revue Éduquer référence

Pour citoyenneté et participation démocratique

Plus grand mouvement : PAC - 50 ETP, 11 régionales, 200 sections locales (réseau territorial le plus étendu), écosocialisme, éducation populaire classes populaires, reconnaissance 4 axes, partenariats larges

Fédération massive : MOC/CIEP - Organisations constitutives (CSC, MC, Vie Féminine, EP, JOC) touchant millions personnes, démocratie culturelle/économique/sociale, ISCO formations longues, FTU recherche, CARHOP archives, périodique Démocratie, réseau AID

Facilitation participative : CPCP - 43 collaborateurs, 4 antennes FWB, expertise facilitation (panels citoyens, budgets participatifs), gouvernance ouverte, intelligence collective, Centre Archives Documentation (30 ans)

Pour économie sociale et solidaire

Leader unique : SAW-B - 130+ entreprises sociales fédérées, 15.000 travailleurs représentés, triple fonction (fédération + agence-conseil + EP), interface pouvoirs publics/entreprises, plaidoyer marchés publics/clauses sociales, secteurs diversifiés (énergies renouvelables, finance solidaire, commerce équitable, services locaux, recyclage, formation)

Pour culture et articulation culture/société

Plateforme intellectuelle : Culture et Démocratie - Positionnement unique transversalité culture/société, 9 axes thématiques (prison, enseignement, santé, travail social, droit participer vie culturelle, numérique, territoires, communs, migrations), influence débats politiques culturelles, Journal référence

Recommandation transversale pour impact territorial massif

Top 3 couverture géographique : 1. PAC (11 régionales + 200 sections), 2. Lire et Écrire (9 régionales + 200 opérateurs soutenus), 3. MOC/CIEP (fédérations régionales + organisations membres implantées partout)

Top 3 impact nombre bénéficiaires : 1. MOC/CIEP (millions via organisations constitutives), 2. Lire et Écrire (1 personne/10 concernée, potentiel 100.000+), 3. Vie Féminine (milliers femmes, 90 ETP, réseau étendu)

Conclusion : un secteur à la croisée des chemins

Le secteur de l'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles représente un **modèle démocratique unique en Europe**, combinant reconnaissance d'utilité publique de la critique sociale émancipatrice et financement structurel pérenne. Les 270-280 ASBL reconnues emploient 2.300 ETP et touchent des centaines de milliers de bénéficiaires annuellement, couvrant alphabétisation (1 personne/10 concernée), féminisme (mouvements de masse comme Vie Féminine 90 ETP), solidarité internationale (CNCD couple 90+ organisations), environnement (Associations 21 unique couple DD francophone), mémoire et résistance (Les Territoires référence anti-extrême droite), formation professionnelle secteur (CESEP BAGIC, CEMEA brevet animateur), citoyenneté (PAC plus grand mouvement, MOC fédération massive), économie sociale (SAW-B 130+ entreprises 15.000 travailleurs), droits sociaux (ATD Quart Monde méthodologie ONU, Atelier Droits Sociaux permanences juridiques), éducation prison (ADEPPI monopole 13 prisons).

Mais ce secteur traverse **période la plus critique de son histoire** : crise budgétaire structurelle (déficit FWB 1,287 milliards €, dette 14,3 milliards, 110 millions économies 2025, norme salariale 0%, suspension subventions ponctuelles), menace sur financement engagement politique (réforme envisagée restreignant financement associations critiques, alerte FESEFA octobre 2025), tensions post-COVID (digitalisation forcée,

adaptations pédagogiques, pressions finances). Paradoxalement, les **nouveaux enjeux sociétaux** (transition écologique et justice climatique, transformation numérique et IA, alphabétisation 300.000 adultes en difficulté, migration et intégration, évolution formes engagement) renforcent la pertinence et nécessité du secteur.

La réforme 2018-2019 (passage quantitatif vers qualitatif, primauté article 1er émancipateur, transversalité axes, encouragement partenariats) avait repositionné le secteur sur sa mission fondamentale. La structuration via FESEFA (207 associations EP soit 76%, 7000+ ETP, formation PEPS nouveaux travailleurs) et la professionnalisation croissante (BAGIC, multiples formations, outils) renforcent capacités collectives. Le modèle belge reste **référence internationale** (OCMA France s'en inspire, programmes européens Erasmus+/Mindchangers), prouvant sa valeur.

L'avenir du secteur dépendra des arbitrages budgétaires et politiques des prochaines années : le gouvernement MR-Engagés (2024-2029) maintiendra-t-il le principe de financement public de la libre critique associative? Les coupes budgétaires permettront-elles au secteur de maintenir qualité et ampleur de ses actions face à besoins croissants? Les associations parviendront-elles à se réinventer pour toucher nouveaux publics et s'adapter à nouvelles formes d'engagement? La capacité du secteur à défendre collectivement son modèle (mobilisation 14 octobre 2024, carte blanche FESEFA) et à démontrer son utilité sociale face aux défis contemporains sera déterminante. **Le benchmark révèle un secteur riche, diversifié, profondément enraciné dans le tissu social belge francophone, mais fragilisé par contraintes financières et menaces politiques qui questionnent son existence même.**